

Les élus du Front de gauche de la région Haute Normandie quittent la séance plénière !

Écrit par Les élus du Front de gauche de la région Haute Normandie
Lundi, 10 Décembre 2012 15:10

Les élus du Front de gauche de la région Haute Normandie ont quitté la séance plénière du Conseil Régional du 10 décembre et ne participeront pas au vote du budget primitif 2013.

Intervention de Jean-Luc LECOMTE au nom du groupe Front de Gauche -Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire.

A l'heure où s'ouvre cette séance, les salariés de M real viennent de remporter une victoire historique. N'en déplaise aux chantres du renoncement industriel et de la soumission aux marchés, rien n'est impossible lorsque l'intelligence collective et l'unité sont au rendez-vous ! Nous demeurons déterminés aux côtés des salariés de M real comme aux côtés de ceux de Pétroplus qui exigent si besoin est, comme l'ont portées avec force les M'real au cours de leur lutte, la réquisition du site et la nationalisation de l'entreprise. C'est aussi la demande expresse des salariés de Florange.

Dans quelques instants va être présenté le premier budget de notre collectivité dans un contexte politique nouveau issu des scrutins du printemps dernier.

Alors que nous vivons une crise sans précédent du système capitaliste, un rapport de forces existe aujourd'hui dans notre pays, où la gauche dispose de tous les leviers de pouvoir, en faveur de grandes réformes structurelles. Et le gouvernement pourrait résister, plus qu'il ne le fait, aux magnats de la finance.

Mais les choix nationaux actuels, parce qu'ils refusent de rompre avec les logiques qui sont au coeur même de la crise, vont amplifier les difficultés. Ils risquent de nous conduire à renoncer aux objectifs pour lesquels les Haut-Normands nous ont fait majoritairement confiance en mars 2010, d'empêcher les changements voulus par vous toutes et tous, collègues socialistes, radicaux et verts, dont nous ne doutons pas de la sincérité.

Le dogme des 3% de déficit public, la réduction des investissements publics, le rationnement des services publics, notamment en matière de santé, la pression sur le pouvoir d'achat avec la hausse de la TVA et du gaz, nous poussent dans une logique qui a déjà conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie dans la récession. L'austérité n'est pas et ne sera jamais la

solution.

De ce point de vue, nous rejoignons Alain Rousset, président de l'ARF, qui s'inquiétait, il y a quelques jours, auprès du 1er Ministre de l'absence de réponses claires du gouvernement à la nécessité de doter les régions d'« un panier de recettes permettant de retrouver une réelle dynamique des ressources régionales leur permettant d'assumer leurs compétences, de faire face à leurs engagements et de continuer à mener une politique d'investissement public dynamique, y compris dans le cofinancement d'actions structurantes à l'égard des Universités, de la Recherche et des infrastructures ».

On ne saurait mieux dire, ici, en Haute-Normandie, où le contournement est de Rouen, la LNPN, le développement du fret ferroviaire et du transport fluvial, pour ne citer que ces exemples, se font plus indispensables encore en ce moment. Et nous saluons votre volonté, M. le Président, de participer activement à une rénovation rapide du pont Mathilde à Rouen.

Mais le montant des autorisations de programme diminue de 9,8%. Ce n'est pas de nature à relancer l'économie et l'emploi dans notre région, ce qui est pourtant une nécessité absolue.

Nous nous réjouissons que le budget traduise la contractualisation avec les entreprises qui souhaitent bénéficier de fonds régionaux. Très peu d'entre elles refusent des aides assorties d'exigences de notre collectivité. C'est la démonstration même que la puissance publique a tout à gagner dans cette démarche, à l'inverse des 20 milliards d' de crédit d'impôt que l'État s'apprête à distribuer aux entreprises sans aucune contrepartie. D'ailleurs, ces annonces censées « booster » la compétitivité n'empêchent aucunement le chantage à la fermeture d'un site de Renault où les suppressions d'emplois, précisément au nom de la compétitivité, comme à la verrerie Pouchet du Courval.

Nous nous réjouissons également de l'extension de la carte région aux étudiants de première année.

Mais un récent rapport remis à la ministre de la jeunesse et des sports montre que 46% des jeunes non-diplômés sont au chômage contre 9% de ceux qui sont diplômés de l'enseignement supérieur. Dans ce contexte, notre collectivité doit accroître son effort de formation et c'est pourquoi nous soutenons la mise en oeuvre des emplois tremplins et du Contrat d'Accès à la

Qualification (CAQ). Mais le budget constant attribué à la formation dans le BP 2013, alors-même que ce nouveau dispositif est mis en place, va se traduire, de fait, par la disparition d'actions de formation.

Nous sommes également inquiets de la disparition de « la règle des 80% » qui rend les organismes de formation tributaires des absences et abandons des stagiaires, ce qui est en totale contradiction avec les déclarations du ministre de l'Éducation nationale sur les « décrochages ». Les structures de formation, déjà soumises à rude épreuve par le fonctionnement sur la base d'appels d'offres dans le cadre de marchés publics sur lequel nous vous avons invité à retravailler à maintes reprises, vont s'en trouver fragilisées.

Notre majorité régionale s'est opposée à la réforme de la voie technologique et industrielle dans les lycées, réforme imposée par le gouvernement de droite qui a porté atteinte à la qualité de l'enseignement, a supprimé de nombreux postes d'enseignants et a fermé la porte des études supérieures à de nombreux élèves d'origine souvent modeste qui y accédaient par cette voie.

Nous vous avons invité en son temps, M. Le Président, à résister à cette réforme en refusant de céder les machines et les équipements dans lesquels notre collectivité a beaucoup investi.

Une fois la droite mise hors d'état de nuire et alors que l'urgence est au redressement productif, nous découvrons, en participant aux CA des établissements, que vous leur demandez de vendre ces machines à des entreprises. Nous ne pouvons l'accepter comme nous ne pouvons accepter la décision académique de fermer des sections dans les lycées professionnels de Dieppe, de Vernon et de Gisors.

Nous n'acceptons pas davantage la diminution des dotations de fonctionnement déplorée par de nombreux conseils d'administration des lycées. Par ailleurs, nous réitérons également notre proposition de construction d'un lycée en Vallée d'Eure. Vous vous étiez engagé à faire réaliser une étude en ce sens. Nous n'en trouvons aucune trace dans les documents budgétaires.

Nous vous avons également interpellé sur votre projet d'implantation de l'Institut du Développement Social (IDS) dans les locaux de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM).

Les élus du Front de gauche de la région Haute Normandie quittent la séance plénière !

Écrit par Les élus du Front de gauche de la région Haute Normandie
Lundi, 10 Décembre 2012 15:10

Évidemment, en supprimant quasiment la formation initiale des professeurs et en les envoyant sans expérience devant des classes, le gouvernement de droite avait « libéré » des locaux au sein de l'IUFM.

Mais, là encore, il n'est pas possible que la gauche qui renoue avec les créations de postes et la formation des enseignants, entérine cette situation. Alors que nous allons passer de 60 à 430 postes ouverts aux concours de recrutement dans l'académie, il faut réexaminer les besoins de l'IUFM et ceux de l'IDS et décider des investissements utiles à chacun de ces établissements.

Enfin, Monsieur le Président, vous vous êtes engagé à « réparer » l'éviction d'un membre de notre groupe de la Commission permanente et d'une vice-présidence.

Cette éviction, je le rappelle, résulte à la fois du choix du groupe socialiste de présenter deux candidats pour le remplacement de notre collègue Guillaume Bachelay, seul démissionnaire de son poste de vice-président et du fait que la droite a bénéficié d'une voix supplémentaire, gagnant ainsi un siège au sein de la CP.

Il s'agit là d'une approximation coupable et nous ne comprenons pas que la réparation n'intervienne pas dès aujourd'hui alors que rien ne s'y opposait.

Aussi, la majorité va devoir se priver aujourd'hui de la présence de ses collègues du Front de Gauche qui ne participeront pas aux travaux. En effet, dans l'attente que toutes les mesures soient prises pour retrouver au plus vite la place, le respect et l'écoute due aux Haut-Normands que nous représentons, nous quittons la séance.